

Inde : un crime contre l'humanité

mardi 11 mai 2021, par [ROY Arundhati](#) (Date de rédaction antérieure : 5 mai 2021).

En 2017, pendant une campagne électorale très polarisée dans la province Uttar Pradesh, le premier ministre Narendra Modi s'est permis d'attiser davantage la haine entre les factions en accusant le gouvernement sortant de dépenser davantage pour la création de cimetières musulmans (kabristans) que de cimetières hindous (shamshans). « Dans chaque village où l'État aménage un kabristan, il doit aussi aménager un shamsham ! », a-t-il scandé devant une foule en adoration devant lui, toujours prête à en découdre avec ses adversaires.

Sans doute Modi est-il heureux de constater que maintenant, tous les kabristans et shamshams de l'Inde sont à égalité devant le défi des incinérations de masse auxquels ils sont confrontés, impuissants à répondre à la demande. La situation fait la une de la presse internationale.

« Avec une population de 1,3 milliard, l'Inde peut-elle être confinée ? », titrait le *Washington Post* dans un article récent. La question rhétorique soulevait la menace que représente la propagation du virus et des nouveaux variants hors des frontières d'un pays aussi peuplé. « Difficilement », répondait-on dans l'article.

Il aurait été surprenant que la presse s'interroge sur le même ton à propos de la capacité de la Grande-Bretagne ou d'autres pays européens à gérer la pandémie, pourtant aux prises avec les mêmes horreurs et difficultés. Nous, les Indiens, sommes mal placés pour protester contre ce traitement offensant après que Modi se soit vanté devant les participants au Forum économique mondial à Davos, en janvier dernier, que l'Inde possédait toutes les infrastructures nécessaires pour faire face à la pandémie. Durant son discours, il n'adressa aucun mot de sympathie aux peuples européens et américain alors aux prises avec une deuxième vague meurtrière.

« Mes amis, mon message est rempli de confiance et d'espoir. Je suis venu vous transmettre une vision positive de l'avenir pour mon peuple. La communauté internationale avait prédit une hécatombe en Inde. On anticipait plus de 800 millions de personnes infectées et deux millions de morts. Et pourtant, nous avons réussi à contenir l'épidémie et ainsi à prévenir un désastre d'envergure mondiale », déclara Modi le Magicien.

Faut-il s'étonner que quelques mois plus tard, alors que le coronavirus et ses variants sévissent avec une virulence extrême en Inde, nous soyons vus comme radioactifs ? La deuxième vague de l'épidémie était prévisible mais sa virulence a surpris même les scientifiques et les virologues. Où sont donc ces infrastructures évoquées par Modi à Davos ? Les lits d'hôpitaux sont tous remplis, le personnel affecté aux soins de santé est à bout de souffle. Des gens meurent dans les corridors des hôpitaux et dans la rue. Il manque de bois dans les crématoriums. On transforme des stationnements en lieux improvisés de crémation.

Les données sur la contagion et la mortalité sont de peu de réconfort car elles ne sont pas fiables. Même à Delhi, les tests de COVID sont difficiles d'accès. Les morts sont incinérés un peu partout et le décompte est impossible. S'il en est ainsi à Delhi, imaginez ce qui se passe dans les provinces comme Bihar, Uttar Pradesh ou Madhya Pradesh ? Craignant un confinement brutal, décrété par le

gouvernement, des dizaines de millions de travailleurs des grandes villes se sont enfuis vers leurs villages natals, apportant avec eux le virus et ses variants. Ils savent qu'en temps de crise, l'administration ne tiendra pas compte de leurs besoins, comme s'ils n'existaient pas. Cet exode a entraîné le chaos dans les villages, aucune mesure de quarantaine ne pouvant être appliquée à défaut d'installations adéquates. Dans plusieurs de ces villages, les gens meurent encore de la tuberculose ou de la diarrhée. Comment va-t-on y combattre la COVID sans hôpitaux, sans soins, sans oxygène ? Tous ces démunis ne reçoivent que l'indifférence la plus totale de la part de l'État indien.

Et qu'en est-il de la vaccination ? L'Inde n'est-elle pas la championne de la fabrication des vaccins ? C'est sûrement de là que viendra notre salut, pourrait-on penser. Dans les faits, deux entreprises se partagent le marché, Serum institute of India (SII) et Bharat Biotech. Les deux sont autorisées à fabriquer deux des vaccins les plus chers dans le monde (dont l'AstraZeneca) et à les expédier dans les pays les plus pauvres de la planète, dont évidemment l'Inde. Ils vendent leur produit aux hôpitaux privés et directement aux gouvernements en faisant un profit obscène. En Inde, les doses sont vendues à un prix équivalant à un mois de salaire pour les centaines de millions de personnes vivant dans la pauvreté la plus abjecte. En Grande-Bretagne, les vaccins sont administrés gratuitement tandis qu'en Inde, c'est une occasion pour les entreprises de faire plus d'argent sur le dos de millions d'affamés.

À la télévision indienne, soumise au gouvernement, on déclare à l'unisson que « le système de santé s'est écroulé. » Le soi-disant système ne s'est jamais écroulé, il n'a jamais existé. Le gouvernement Modi ainsi que le précédent gouvernement du Congrès se sont exercés à démanteler l'infrastructure médicale. Selon les sources officielles, l'Inde dépense 1,25 % de son produit intérieur brut à la santé. Des sources plus crédibles évaluent à 0,34 % la part du budget national consacré à la santé. Cela a pour conséquence que 78 % des services de santé disponibles en ville et 71 % à la campagne sont entre les mains du secteur privé. Administrateurs, médecins et compagnies d'assurance sont complices de la privatisation du secteur de la santé, devenu inaccessible aux pauvres, aux mourants et à tous les affamés.

Le droit à la santé est pourtant un droit humain fondamental. Le refus de soigner est un crime commis sur une grande échelle en Inde, un crime contre l'humanité. La COVID n'est pas responsable de l'écroulement d'un « système », en fait gangrené depuis longtemps par l'action irresponsable du gouvernement.

Les infectiologues prédisent une croissance exponentielle de cas de COVID pouvant atteindre 500 000 par jour. Le nombre de morts pourrait dépasser les centaines de milliers dans les mois à venir.

Mes amis et moi avons convenu de nous téléphoner chaque jour pour vérifier que chacun réponde présent, comme à l'école. Nous pleurons en pensant que chaque jour sera peut-être le dernier pour l'un d'entre nous. Dans quelle horreur, dans quelle humiliation sombrerons-nous ? La perte de notre dignité humaine, c'est ce qui fait le plus mal.

Frederick Douglass l'a bien exprimé : « La tyrannie n'a pour limite que l'endurance de ceux qui la subissent. » En Inde, nous sommes fiers de notre capacité d'endurer, de garder le silence. Nous nous sommes tournés avec art vers la méditation, vers la vie intérieure pour exorciser notre rage et pour justifier notre incapacité à fonder une société juste et égalitaire. Nous sommes maintenant confrontés aux conséquences de notre apathie : des institutions essentielles à la vie démocratique sont rendues dysfonctionnelles par un gouvernement corrompu et une population soumise est assaillie par un virus hors de contrôle.

Si l'on veut sortir de cette crise humanitaire sans précédent, il faut retirer la gestion de la pandémie

au gouvernement incompetent de Modi. Nous avons besoin d'un comité décisionnel non-partisan, formé de politiciens des divers partis et d'experts en santé et en politique publique pour prendre en main la situation.

Pour revenir à la question posée par le *Washington Post*, à savoir si l'Inde peut être confinée, la réponse est clairement non. La réalité est que l'Inde a besoin d'aide.

Arundhati Roy

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Arundhati Roy, *The Guardian*, 28 avril 2021 (traduction par Céline Beaudet)

Article original :

<https://www.theguardian.com/news/2021/apr/28/crime-against-humanity-arundhati-roy-india-covid-catastrophe>

<https://alter.quebec/inde-un-crime-contre-lhumanite/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : plateformealtermondialiste@gmail.com